

## **COP 22: bilan mitigé pour les pays pauvres.**

La Conférence climat 2016 des Nations unies, la COP 22, tenue au Maroc du 7 au 18 novembre, devait faire le point sur les suites à l'Accord de Paris sur le climat signé en grande pompe il y a un an. Elle s'est conclue sur "La proclamation de Marrakech<sup>1</sup> en faveur de notre climat et le développement durable" qui exhorte les pays à redoubler d'efforts pour réduire les gaz à effet de serre. Les décisions importantes concernant les modalités d'application de l'Accord de Paris ne seront finalisées qu'en 2018. Elle a déçu plusieurs observateurs et participants, notamment les représentants des pays pauvres car peu de décisions concrètes et significatives ont été prises pour les aider.

### **Les pays pauvres restent sur leur faim**

Les pays pauvres, notamment africains, sont de loin les plus touchés par les changements climatiques. Les sécheresses ou les inondations ont des conséquences dévastatrices sur l'agriculture et les prix des denrées de consommation. Selon une étude de la Banque mondiale, d'ici 2030, ces changements climatiques risquent d'entraîner sous le seuil de pauvreté 100 millions de personnes supplémentaires.

Paradoxalement, les populations des pays qui risquent de subir les conséquences les plus désastreuses des changements climatiques sont celles qui émettent le moins de gaz à effet de serre. Ainsi, le rejet de CO<sub>2</sub> par habitant est annuellement de 16 tonnes aux États-Unis, de 14 tonnes au Canada, de 7 tonnes en Chine et de seulement 0,1 tonne dans les pays les plus pauvres comme la majorité des pays africains! Au total, l'Afrique ne contribue que pour 3% aux émissions mondiales.

Un Fonds climat qui a été mis sur pied atteindrait 100 milliards US par année en 2020, financé par les pays riches. Ce Fonds doit financer à la fois des initiatives visant la réduction des émissions (atténuation) dans les pays pauvres et leur adaptation aux changements climatiques. Selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques<sup>2</sup>), seulement 16 % d'un montant de 57 milliards US mobilisés en moyenne pour les années 2013 et 2014 ont été consacrés à l'adaptation et près de 80 % à l'atténuation.

Cette situation a été dénoncée par le groupe des pays africains à la COP 22, dirigé par le Malien Seyni Nafo. Ces pays font valoir que les dommages occasionnés dans les pays pauvres sont dus aux émissions des pays riches et qu'au minimum 50 % du Fonds climat devrait être consacré à l'adaptation aux changements climatiques notamment en matière d'agriculture. Les pays riches

---

<sup>1</sup>

[http://unfccc.int/files/meetings/marrakech\\_nov\\_2016/application/pdf/marrakech\\_action\\_proclamation.pdf](http://unfccc.int/files/meetings/marrakech_nov_2016/application/pdf/marrakech_action_proclamation.pdf)

<sup>2</sup> <https://www.oecd.org/fr/environnement/cc/OECD-CPI-Climate-Finance-Report-Fr.pdf>

n'ont cependant pas accepté cette requête, et les montants destinés à l'adaptation devraient rester autour de 20 %. Il n'est ainsi pas question pour les pays riches de reconnaître leur responsabilité historique et le principe de compensation pour les préjudices causés par les dérèglements climatiques qu'ils ont provoqués. Plusieurs ont dénoncé cette fermeture des pays riches, notamment OXFAM qui a déclaré que: " Les pays développés se sont entêtés à faire la sourde oreille à la question du déficit de financement de l'adaptation et ont préféré fermer les yeux sur l'incapacité de l'Accord à protéger les personnes les plus touchées par le changement climatique"<sup>3</sup>.

### **Nouvel argent ou recyclage?**

Seyni Nafo fait aussi valoir que les pays riches ont tendance à recycler en fonds pour le climat des financements déjà destinés à l'aide au développement. Il demande qu'il y ait véritablement des fonds additionnels spécifiques. Cette ambiguïté existe aussi au Canada. Ainsi, il n'est pas clair si le montant de 2,65 milliards sur 5 ans annoncé en novembre 2015 par le Premier Ministre Trudeau pour le Fonds climat sera ou non un ajout aux fonds prévus pour l'aide au développement. Il serait malheureux qu'une telle contribution, plutôt modeste par rapport à l'objectif de 500 milliards en 5 ans attendus de l'ensemble des contributeurs, vienne se substituer au budget de l'aide internationale, déjà amoindri ces dernières années. En effet, le budget de l'aide internationale canadienne ne représente plus maintenant que 0,28 % du PIB, situant le Canada au 14e rang des pays de l'OCDE.

Selon Serge Michailof dans son livre "Africanistan"<sup>4</sup>, la dégradation des conditions de vie dans les pays pauvres, dont les changements climatiques sont une des causes, pourrait contribuer à renforcer les mouvements terroristes islamiques notamment dans les pays de la bande sahélienne en Afrique. Elle pourrait aussi entraîner des migrations massives de "réfugiés climatiques" vers les pays riches, d'une ampleur encore plus grande que celles vécues ces dernières années. Dans ces conditions, ne serait-il pas préférable d'investir dans l'adaptation aux changements climatique plutôt que de faire face à des coûts de nouvelles crises humanitaires, de nouvelles guerres et à un problème de "sécurité globale" ?

### **Groupe de réflexion sur le développement international et la coopération (GREDIC).**

**Nicole St-Martin, Robert Letendre, Nigel Martin, Yves Pétillon, Mario Renaud et Pierre Véronneau. Anciens directeurs généraux d'organismes de coopération internationale et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).**

---

<sup>3</sup> <https://ledesk.ma/2016/11/18/pour-oxfam-france-la-cop-22-les-pays-riches-fait-la-sourde-oreille/>

<sup>4</sup> Serge Michailof. Africanistan. 2015. Fayard